

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
B.P. 204 - 13211 Marseille Cédex 1  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
« le prolétaire »  
C.C.P. 2.262-22 Marseille

Abonnements :  
« le prolétaire »  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pili fermé : 27 F et 14 F  
par avion : 25 F et 13 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

11<sup>e</sup> ANNEE - N° 158  
8 au 21 octobre 1973

LE NUMERO :  
0,80 F

## Aucune classe ne peut vaincre sans révolution violente Aucune ne peut conserver le pouvoir sans dictature et terreur

La tragédie du Chili remet à l'ordre du jour avec une terrible acuité la question complexe du cours et du destin historique des pays où les luttes d'un prolétariat pas très nombreux ni très concentré — mais d'autant plus combatif que s'accumulent, s'enchevêtrent et se multiplient les contradictions économiques et les antagonismes sociaux propres à ces aires historico-géographiques —, et celles d'une petite et très petite paysannerie misérable et dispersée, ont pour cadre la persistance tenace des rapports de propriété et de gestion archaïques dans les campagnes, une industrialisation capitaliste tardive et fragile dans les villes, la pression de l'impérialisme (bénéficiaire en même temps que facteur de ce retard et de cette fragilité), sans oublier la néfaste chape de plomb de la contre-révolution mondiale, social-démocrate et stalinienne.

Pour les pays qui, comme l'Allemagne, sont « à la veille de la révolution bourgeoise » et l'accomplissent « dans des conditions de civilisation générale plus avancées et avec un prolétariat beaucoup plus développé que l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle », Marx et Engels tracent dans le Manifeste de 1848 tout un cycle historique : à travers ses phases successives, qui ne prennent jamais le caractère d'étapes achevées mais sont autant de bouleversements gigantesques dans une réaction en chaîne unique, le mode de production capitaliste et ses structures politiques et juridiques surgissent en brisant violemment l'enveloppe féodale qui emprisonne encore les forces productives, consolideront leur domination, et balayeront les derniers vestiges du passé, frayant ainsi malgré eux la voie à la révolution prolétarienne. Substitution de la grande bour-

geoisie à une féodalité qui se survit à elle-même ; reprise par la petite-bourgeoisie radicale du drapeau que la grande bourgeoisie s'était empressée d'amener, pour le porter un pas en avant dans la tâche de déblaiement des structures archaïques ; prise à la gorge de la petite bourgeoisie par son ex-alliée, la classe ouvrière, qui greffe sa propre révolution sur le tronc de la révolution bourgeoise et l'ensevelit sous son poids : telles sont les séquences de cette vision historique, dont l'important n'est pas la rapidité plus ou moins grande avec laquelle se succèdent ses phases, mais d'une part son caractère matériellement nécessaire et irréversible, d'autre part le caractère violent, explosif, catastrophique de chacun de ces bouleversements et surtout du dernier, celui qui a le potentiel révolutionnaire le plus terrifiant, celui de la révolution prolétarienne et communiste.

mocratie dite radicale n'a pas portées à leur terme et, « parallèlement à la victoire directe de la classe ouvrière en France », à accélérer le « long processus révolutionnaire » de la prise du pouvoir et de la satisfaction de ses intérêts exclusifs, sur les décombres bourgeois et pré-bourgeois du passé.

Même dans ce cycle où l'énergie utilisée est atténuée dans la partie intermédiaire, et réduite à zéro dans la première, il n'y a cependant pas de phase qui ne soit rouge de sang : l'évolution ne prend jamais la « voie pacifique » ni comme dans les rêves de la grande bourgeoisie qui, après avoir mis sur le compte de la contre-révolution féodale le caractère odieux des « mesures de violence », est impatiente d'en

recueillir en paix, éventuellement au milieu des ovations de la plèbe, les fruits abondants ; ni comme dans les rêves de la petite bourgeoisie constitutionnelle, aussi « avancés » que soient ses programmes. Elle ne prendra pas la voie pacifique : la mission historique que la démocratie radicale a laissée inachevée, ce seront les bourgeois et les junkers réunis qui l'acheveront — avec le poing de fer de Bismarck et le rouleau compresseur des armées de Moltke. Un demi-siècle plus tard, la classe ouvrière allemande s'insurgera en lançant le cri historique, et elle sera vaincue. C'est en Russie que le « film » gigantesque de 1848-1850 sera tourné jusqu'au bout, jusqu'à l'épilogue éclatant de la Révolution d'Octobre, avec le prolétariat comme acteur principal.

nels et les formes de gestion archaïques dans un pays entièrement agricole et exportateur de matières premières, végètent encore une centaine d'années dans ce terrain de chasse fertile de l'impérialisme anglais affamé de denrées alimentaires et de nitrates, puis de l'impérialisme américain affamé de cuivre et exportateur de denrées alimentaires vers un Chili qui en est devenu importateur. C'est sur cet écran grisâtre, antédiluvien, que la démocratie, « une des premières du monde » a-t-on déclaré avec orgueil en ces temps de sénilité bourgeoise, projette son film... publicitaire : en coulisse, pétrifié dans une existence terne de semi-colonie anglo-saxonne, le latifundium sort d'un sommeil troublé seulement par de brusques sursauts passagers.

Il faut attendre le premier après-guerre pour qu'un petit secteur d'industrialisation capitaliste prenne racine : mais il se limite à l'industrie légère, vivote sur les structures agraires ankylosées sans les entamer en profondeur, paye aux USA dans le prix du cuivre « national » la rente minière, gémit et transpire sous le poids des dettes étrangères, et accueille — tout en pestant — le capital yankee et les « sociétés multinationales », américaines et autres. Il n'y a pas de capitalisme industriel sans

(suite page 4)

### Retard et fragilité du « décollage » capitaliste au Chili

S'il y a quelque chose d'original dans l'essor bourgeois et capitaliste au Chili et, d'une façon générale, en Amérique du Sud, c'est que — pour des raisons qui ne sont certes pas ethniques, mais terriblement matérielles — l'arc historique prévu par Marx et Engels en 1850 s'y est déroulé non seulement au ralenti, mais d'une manière encore moins énergique qu'en Eu-

rope Centrale au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

D'après les historiographes idéalistes, la « formation de l'Etat national » aurait eu lieu au Chili il y a plus de cent cinquante ans, avant la brillante Allemagne, avant la miteuse Italie. Mais il s'agit là d'un épisode tellement formel, c'est-à-dire privé de contenu, que les rapports de propriété tradition-

## L'opportunisme et les luttes contre les licenciements

La lutte contre les licenciements n'est pas une lutte facile. Elle l'est d'autant moins que cet aspect des antagonismes de classe qui frappe durement les travailleurs est obscurci par la propagande intéressée de la bourgeoisie et par celle des partis opportunistes, qui prétendent le résoudre et l'éliminer dans le cadre mercantile du capitalisme.

Il faut rappeler tout d'abord que licenciements et chômage sont le produit naturel et inévitable du capitalisme. Même en période de prospérité, la concurrence incite chaque capitaliste à réduire ses frais de production en remplaçant les ouvriers qualifiés par des machines perfectionnées nécessitant moins d'ouvriers ou des ouvriers moins qualifiés. C'est le Progrès ! D'après une statistique citée par Le Monde du 22-5-73, il y a annuellement 300 à 600.000 licenciements en France. Et l'expérience de tous les ouvriers confirme ce que Marx expliquait dans le Capital : même si l'ouvrier chassé par le progrès retrouve du travail, c'est, sauf exceptions rares, en perdant sa qualification. Les événements récents fournissent un démenti cinglant aux hypocrites théoriciens bourgeois qui promettent une « harmonisation » du marché du travail grâce à leur fameuse formation continue, ainsi qu'à leurs accompagnateurs opportunistes qui, lors de la grève Renault, réclamaient pour les OS en lutte... le « droit à la qualification ». Si les travailleurs de Lip, par exemple, ont un défaut aux yeux des capitalistes, c'est justement d'être trop qualifiés, c'est-

à-dire trop chers. Il en va de même pour ceux du livre : loin de constituer une garantie, la « haute qualification » dont ils se targuent est plutôt un handicap, et les 180 ouvriers de l'imprimerie Larousse le découvrent à leur tour avec stupeur.

Même sans crise générale provoquant l'arrêt de toute la production, la marche normale de l'économie capitaliste entraîne donc l'élimination et la déqualification de nombreux ouvriers. Ce phénomène se manifeste évidemment d'autant plus que la concurrence se fait plus dure, et que les entreprises moins rentables sont menacées ou éliminées : à Romans ou chez Lip, dans l'imprimerie après les textiles, les chantiers navals ou les mines, la concurrence ruine des secteurs entiers au niveau productif insuffisant.

Devant cette loi de la jungle on mesure la vanité des récents projets de lois destinés à prévenir les « licenciements arbitraires », belles promesses qui ne servent (avec la complicité des directions syndicales qui répandent la foi en d'illusoire garanties légales) qu'à éviter les réactions ouvrières, et qui,

d'ailleurs, mettent soigneusement de côté (Article 24) « les salariés qui font l'objet d'un licenciement collectif justifié par un motif économique ».

La bourgeoisie sait bien, en effet, qu'elle est « incapable (même) d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage » comme disait le Manifeste de 1848. La gestion plus ou moins adroite du patron X ou Y, la dévaluation de la lire ou la « mauvaise volonté » de « Ebauches S.A. », etc., ne sont que les raisons contingentes qui, à tel moment, mettent en difficulté les chantiers de Port-de-Bouc plutôt que ceux de Hambourg, les usines de chaussures de Romans plutôt que celles de Brescia... et jettent à ce moment leurs ouvriers à la rue.

Bien entendu, les bourgeois n'aiment pas reconnaître que les lois de leur propre mode de production les dépassent, même lorsqu'ils le sentent. Chaque capitaliste explique à « ses » ouvriers que, s'il est en difficulté et doit, à son profond regret, renoncer à les exploiter, c'est par la faute de l'autre capitaliste, du vilain concurrent qui lui prend ses marchés et le mène à la ruine. Chaque entreprise capitaliste, chaque trust et finalement, chaque bourgeoisie nationale, chaque Etat capitaliste, tient à ses

(suite page 2)

Vient de paraître :

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 60

Au sommaire :

- Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : Un sommet et une croisée des chemins (suite).
- Appendice.
- Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

# L'opportunisme et les luttes contre les licenciements

(Suite de la page 1)

exploités le même langage, et tire la même conclusion : il faut que chaque ouvrier soit solidaire du capitaliste, de l'entreprise, du capital national qui l'exploite, s'il ne veut pas perdre jusqu'à la possibilité de se faire exploiter et, par là-même, de vivre ; il faut qu'il défende « son » usine, « son » industrie, « sa » nation contre les autres usines, les autres industries, les autres nations, car dans leur faillite et leur ruine elles s'écraseront sous leurs décombres.

Le plus fort, dit Marx, c'est que le bourgeois a raison, du moins tant qu'on considère les rapports capitalistes de production, le salariat et le marché, comme le cadre naturel et éternel de la production. Si le couple Capital-Travail salarié était impérissable et intangible, alors les prolétaires n'auraient effectivement pas d'autre perspective que de vivre ou crever avec « leur » capital.

Cet appel à la solidarité dans l'usine ou dans la nation a un double but, immédiat et historique : obtenir pratiquement cette solidarité, sous des formes qui vont de l'adhésion des ouvriers aux intérêts de l'entreprise et de son expansion (la renonciation à des exigences « excessives », le caractère « raisonnable » et « responsable » des revendications), jusqu'au don de leur vie lorsque cette

concurrence s'exaspère en guerre impérialiste ; en même temps, inculquer justement aux exploités cette idée de l'éternité et de l'inviolabilité des rapports capitalistes de production, leur ôter toute perspective révolutionnaire.

Or, si la bourgeoisie se réjouit lorsque par exemple « l'affaire Lip nous a montré le remarquable attachement des salariés à leur entreprise, dont ils font partie intégrante », comme le dit le ministre du travail au Monde (20-9-73), M. Gorse doit cependant rappeler aux ouvriers qu'« il faut se garder d'aller à l'absurde, de paralyser l'économie, de poser pour règle qu'on pérennise artificiellement des entreprises déficitaires, ou d'interpréter la stabilité de l'emploi comme l'obligation (sic!) d'occuper toute une vie le même emploi dans la même entreprise ». En d'autres termes : accrochez-vous à l'entreprise tant qu'elle a besoin de vous, et après allez vous faire fiche !

Et lorsque les ouvriers constatent que, avec ou sans « garanties légales », avec ou sans concertation, avec ou sans négociations, avec ou sans Comité d'entreprise (« renforcé ») le capital les jette à la rue, et qu'ils se révoltent, l'Etat intervient pour les soumettre par la violence ouverte là où manœuvres dilatoires et graduelles ne suffisent pas.

Certes, le PCF revendique contre l'Etat, ou plus exactement contre le gouvernement. Mais c'est parce que, selon lui, l'Etat pourrait d'ores et déjà résoudre les contradictions du capitalisme et faire le bonheur de tous si... si seulement il le voulait bien. Ainsi, à propos de Lip, le groupe parlementaire des trois partis signataires du Programme Commun écrivait le 24-7 au Premier Ministre : « Il est impensable que vous ne puissiez trouver une solution qui recueille l'assentiment d'un personnel qui, vous devez le reconnaître, s'est montré respectueux de son outil de travail et dont la maturité a été soulignée à plusieurs reprises. Il faut aujourd'hui que le gouvernement intervienne, car c'est lui, et lui seul, qui a en main tous les éléments permettant de parvenir à une solution sauvegardant l'avenir de tous et la dignité de chacun... »

Et les « révolutionnaires » du PSU et de la CFDT de l'appuyer. La proposition de loi Le Foll réclamait la transformation de Lip en « régie nationale sous le contrôle des travailleurs ». Et Rocard déclarait (Le Monde, 23-8-73) : « L'attitude du gouvernement est d'autant plus scandaleuse que l'entreprise Lip est économiquement viable à

condition que l'Etat ne se contente pas d'accompagner purement et simplement le démantèlement de l'économie du pays ». Et, tandis que chez Lip tout le débat des syndicats et du médiateur porte sur la vraie bonne gestion possible, la Fédération du Livre s'évertue à démontrer que l'imprimerie Larousse est bel et bien viable.

C'est simple : pour tous ces gens, le capitalisme est « économiquement viable » à condition que l'Etat joue son rôle !

Ignorer les lois du capitalisme, présenter son Etat comme un arbitre défenseur de l'intérêt « général » (de tous et de chacun !), voilà qui ne peut avoir qu'un but : empêcher les prolétaires de reconnaître et de combattre leur ennemi véritable. Et on retrouve là une des caractéristiques de l'opportunisme, qui est de greffer sur les revendications qui expriment les besoins immédiats des masses ouvrières (« Augmentation de salaire », « Pas de licenciements », ...) les mots d'ordre et les perspectives de la collaboration de classe, de la solidarité des ouvriers avec « leur » entreprise, « leur » capital, « leur » économie nationale.

(à suivre)

## Aujourd'hui comme hier

« Toute concession à l'idée d'une soumission pacifique des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités et d'un passage pacifique, réformiste au socialisme, n'est pas seulement une manifestation d'extrême sottise petite-bourgeoise ; c'est aussi une duperie pure et simple des ouvriers, un embellissement de l'esclavage salarié capitaliste, une dissimulation de la vérité. La vérité est que la bourgeoisie, la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'Etat, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc. jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités, les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueraient pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploités. »

(Thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1920.)

## Le rôle de l'opportunisme

Pendant que la bourgeoisie et son Etat cherchent à soumettre les ouvriers, l'opportunisme s'applique à châtrer leur lutte ou à la fourvoyer dans une impasse.

Le rôle le plus important est évidemment joué par le réformisme social-patriote dont le PCF est le digne représentant en France. Qu'il s'agisse des mines ou de Fos, de Lip ou de Larousse, le PCF se garde bien de mettre en cause le mode de production capitaliste ; il invoque au contraire la responsabilité du patron ou du gouvernement qui, délibérément, braderait les intérêts français, braderait « notre » industrie, l'imprimerie avec la chaussure, l'horlogerie avec l'aérospatiale, bref qui choisirait machiavéliquement la récession (au lieu d'appliquer la recette si simple de l'accroissement du marché intérieur). Pour le PCF, « l'hémorragie de l'emploi [sic] n'est pas le fait du hasard, elle n'est pas fatale, elle est la conséquence de toute une politique économique et sociale voulue par les monopoles et le gouvernement » comme le dit un tract de l'Union CGT des Hauts-de-Seine. Et, poussant le raisonnement à l'absurde, le PCF qualifie de « démantèlement » des opérations dont il voit lui-même que ce sont des restructurations et des concentrations !

Bien loin de mettre en évidence le caractère international de ces contradictions (confirmé par des difficultés analogues dans d'autres

pays, l'Italie par exemple) le PCF encourage le chauvinisme le plus puant, tel celui qui a infesté le « meeting Lip » du 16 août à Paris. L'Humanité réclamait dès juin la sauvegarde de « l'heure française », expliquant le 3/8 que « le plan Charbonnel cela signifie la mort de l'horlogerie française » ! Et on se souviendra qu'il y a quelques années, quand les difficultés de l'industrie aéronautique menaçaient la SNECMA (nationalisée !), la CGT défendait « le moteur français ». De même, un tract de la Fédération du Livre CGT à propos de Larousse affirme que les travailleurs du livre « sont prêts à intensifier leur action pour que, dans le pays et au-delà des frontières, au nom de la diffusion de la pensée française, leur profession conserve la place qui lui revient » !

Allant du patriotisme tout court au patriotisme d'entreprise, et suivis par la CFDT qui lance elle aussi des campagnes contre les « démantèlements », le PCF et la CGT tombent dans la défense de la profession sinon de la marque et se joignent au chœur de la bourgeoisie qui, le 22/8, célébrait l'union sacrée de la chaussure scellée par les accords de Romans, et donnait en exemple cette solution pacifique et contractuelle — inspirée par l'amour du métier — dans laquelle l'annonce de baisses de salaire après la période de garantie se lit en filigrane.

## Comment "Rouge" revendique la dictature en paroles, et la nie dans les faits

Il fut un temps, dans la période brûlante de la montée révolutionnaire mondiale des années 20, où même les opportunistes avérés — Léon Blum, par exemple, au Congrès de Tours — sans parler des centristes à la Kautsky ou à la Serrati, poussés par le prestige de la révolution d'Octobre et la pression des masses, reconnaissent la formule de la dictature du prolétariat. Mais ils assortissent tous d'une façon ou d'une autre cette reconnaissance verbale de réserves qui la vidaient de son sens concret, de ses conséquences politiques et organisationnelles.

Dans une note intitulée *Dictature du prolétariat ou du parti ?* qui conclut son « dossier » sur le Xe Congrès du PC chinois, *Rouge* (N° 22, 14 septembre 1973) critique en même temps la constitution soviétique de 1936 et les statuts adoptés par les congrès successifs du PC chinois depuis 1956, car, d'un côté comme de l'autre, ce n'est plus « tout le pouvoir aux soviets », mais « tout le pouvoir au parti » (...). Nous réaffirmons que de telles conceptions n'ont rien de commun avec une authentique démocratie ouvrière où les soviets, les conseils d'usine, les comités exerceraient souverainement le pouvoir, où plusieurs partis ou courants pourraient affronter leurs positions dans le cadre de ces organes, où ils ne seraient pas confondus avec l'appareil d'Etat » (souligné par nous — NdR.). Autrement dit : dictature du prolétariat, mais sans mesures dictatoriales, sans terreur, sans limitation autoritaire de la liberté de propagande et d'organisation d'autres partis, qui ne peuvent pas être l'expression d'idées et de tendances tombées du ciel indépendamment des forces sociales, mais nécessairement l'expression de forces sociales différentes ou contraires à celle du prolétariat et de son parti, défini par un programme invariant, produit d'une vision scientifique confirmée par toutes les luttes antérieures. « Dictature du prolétariat, oui, mais sans centralisation, sans autorité », signifie : guerre de classe, oui, mais nous avertissons obligamment l'ennemi que nous utiliserons exclusivement des armes en carton. A ce sujet, laissons parler

le Trotsky des années 20, l'organisateur de l'armée rouge, moins cité par ses soi-disant héritiers que celui du Programme de Transition : « Le rôle exclusif du parti communiste comme condition de la victoire de la révolution prolétarienne est tout à fait compréhensible. La question est celle de la dictature d'une classe. Dans la composition de cette classe entrent des éléments variés, des mentalités hétérogènes, des niveaux de développement différents. Or la dictature suppose l'unité de volonté, de direction, d'action. Par quelle autre voie peut-on attendre cette unité ? La suprématie révolutionnaire du prolétariat présuppose dans le prolétariat lui-même la suprématie politique du parti, avec un clair programme d'action et une discipline interne sans faille. (...) On nous a souvent accusés d'avoir substitué à la dictature des soviets la dictature de notre parti. En toute justice, on peut dire que la dictature des soviets ne devient possible que grâce à la dictature du parti. » (*Terrorisme et Communiste*).

Tous les sociaux-démocrates s'entendent pour présenter ce rôle nécessaire du parti dans la dictature du prolétariat comme une innovation léniniste, au mépris des textes et des faits, en particulier du combat mené par Marx et Engels à la fois contre le socialisme petit-bourgeois et contre l'anarchisme, adorateurs chacun à leur manière de la démocratie, dans la Première Internationale, et des fameuses leçons de la Commune de Paris, obstinément falsifiées et « révisées » par les opportunistes. Reprochant au Xe congrès du PC chinois d'avoir confirmé que « le parti doit exercer sa dictature sur l'agriculture, l'industrie, le commerce, la culture, l'enseignement, l'armée et le gouvernement », *Rouge* commente : « Voilà qui relativise sérieusement le rôle des comités révolutionnaires, des groupes ouvriers de gestion, et des autres organes apparus pendant la « révolution culturelle ». A plus forte raison, voilà qui s'éloigne considérablement du modèle de la Commune de Paris, très provisoirement citée en exemple début 67 ».

Or, si Marx et Engels ont

fait une critique à la Commune de 1871, c'est bien de ne pas avoir été assez autoritaire, s'ils l'ont saluée comme prouvant dans les faits la nécessité de briser la machine de l'Etat bourgeois, ils ont montré aussi, et Lénine n'a fait que reprendre et préciser cette leçon, que l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé autour d'un programme qui serait le ciment de son unité était une des causes de sa défaite. En exaltant la participation des masses — c'est-à-dire du prolétariat en armes — au fonctionnement de leur propre Etat destiné à rendre possible, par la suppression des classes, l'extinction de tout Etat, en critiquant le blanquisme qui prétend remplacer la lutte de classe entraînant de larges masses par un coup de force hardi déclenché indépendamment des rapports sociaux, Marx, Engels, et Lénine sur leurs traces, ne reniaient rien de leur « autoritarisme » : ils ne faisaient que mettre l'accent sur les conditions concrètes de la lutte contre la bourgeoisie et de la destruction du mode de production capitaliste. De même qu'il remplace par la critique vulgaire du « pouvoir » et de l'« autorité » l'analyse matérialiste de la contre-révolution en Russie et de la nature bourgeoise de la révolution chinoise, *Rouge* remplace cette vision dialectique de la nécessité conjointe de la plus large participation des masses et de la plus stricte centralisation de la révolution par l'arsenal démocratique bourgeois du multipartisme et de la séparation entre le parti et l'appareil d'Etat (qui est bien le meilleur moyen de maintenir un appareil d'Etat dans sa forme traditionnelle et de reproduire en fait la distinction de l'exécutif et du législatif chère au constitutionnalisme bourgeois...).

Le renégat Kautsky, dont Lénine disait qu'il avait « battu le record mondial de la déformation libérale de Marx » déclarait en 1918 : « Par dictature du prolétariat, nous ne pouvons pas entendre autre chose que le règne du prolétariat sur la base de la démocratie ». La phrase révolutionnaire de *Rouge* recouvre la même trahison libérale de la perspective communiste.

### PARTEVERÖFFENTLICHUNGEN IN DEUTSCHER SPRACHE

Eben erschien die Broschüre :  
**DER KAMPF GEGEN DEN ALTEN UND DEN HEUTIGEN REVISIONISMUS.**

Inhalt :

- Richtlinien zur Wiederherstellung der marxistischen Lehre.
- Der historische Zyklus der kapitalistischen Wirtschaft.
- Der Historische Zyklus der politischen Herrschaft der Bourgeoisie.
- Der historische Verkauf der Klassenbewegung des Proletariats — Kriege und opportunistische Krisen.

Preis 6 F.  
Bestellung beim Proletaire.

### PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 18 (27 settembre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario:  
— Nessuna classe può vincere senza rivoluzione violenta; nessuna può conservare il potere senza dittatura e terrore.  
— Fattori oggettivi e soggettivi della lotta di classe, anelli dialettici di un solo processo.  
— Fra religione e marxismo, nessun dialogo possibile.  
— I « cani sanguinari » e le loro pulci.  
— Vita di partito.  
E' anche uscito il nr. 9 del suo supplemento sindacale

### IL SINDACATO ROSSO

che contiene:  
— Sindacati « civili » et scioperi « selvaggi » in Germania.  
— Lotta a fondo contro il capitale e l'opportunismo tricolore.  
— Nostri interventi.

Abbonamento annuale : 20 F.

## Sur le fil du temps

# La méthode du syndicat et l'arme de la grève

Pour l'observateur superficiel, il peut sembler que les déclarations et les actes des partis opportunistes et des syndicats qui leur sont liés sont une scandaleuse nouveauté dont il n'existait pas trace, par exemple, dans l'immédiat second après-guerre, entre 1945 et 1950.

En réalité, aujourd'hui est l'enfant légitime d'hier : l'opportunisme suit avec une inexorable invariance la voie sur laquelle l'ont mis la résistance, le front national anti-fasciste en Italie, la participation au gouvernement — que celle-ci ait été réalisée comme en 1945-47, ou qu'elle soit son espoir et son vœu le plus cher (pour l'instant sans résultat) comme en 1973. Aujourd'hui comme à l'époque, les luttes ouvrières ont dégringolé au niveau de craintives revendications de « droits » ; la lutte frontale de classe est remplacée par le dialogue avec les « interlocuteurs » ; tout au plus admet-on, pour faire pression sur ces derniers, cette espèce de « non-collaboration » dans le cadre de l'entreprise qu'est l'articulation des grèves en grèves perlées ou au compte-goutte ; mais au moindre signe de « bonne volonté » manifestée par l'adversaire, on suspend ces mouvements au nom de la collaboration dans l'intérêt supérieur de l'économie nationale et des institutions démocratiques ; on tend à « institutionnaliser », c'est-à-dire à rendre permanentes, les réunions périodiques, d'égal à égal, avec les partis et les ministres — une espèce de participation... de l'extérieur au gouvernement. Au total, on substitue à l'antagonisme de classe la conciliation entre les classes, avec pour résultat l'emprisonnement du prolétariat dans les mailles du régime bourgeois. Ce résultat obtenu avec des méthodes « douces » est d'ailleurs le même que celui que le fascisme avait obtenu avec des méthodes « dures ».

S'il y a une différence par rapport à l'immédiat après-guerre, c'est qu'on n'y met même plus maintenant la moindre pudeur.

Notre réponse ne peut donc être différente de celle d'alors (publiée dans le n° 3 du 19 janvier 1949 de notre organe en langue italienne de l'époque, *Battaglia Comunista*).

### HIER

Lorsque la presse soi-disant ouvrière soutient aujourd'hui que toute atteinte au droit syndical et au droit de grève est une atteinte aux principes de la démocratie qu'on doit combattre en défendant la constitutionnalité des régimes parlementaires actuels, elle renverse purement et simplement la façon dont doit être posée cette question vitale de l'action de classe ; ce faisant elle provoque comme d'habitude la désorien-

tation et le défaitisme dans la préparation prolétarienne.

A l'origine, les régimes bourgeois parlementaires s'opposèrent avec la dernière énergie au droit de coalition ouvrière et aux grèves, que des lois criminelles réprimaient féroce-

C'est seulement en 1871 que le parlement anglais, vieux de plusieurs siècles, supprima les lois qui considéraient comme un crime la constitution des syndicats ouvriers ou *trade-unions*, sans pour autant cesser d'être lui-même, selon l'expression de Marx, une *trade-union* de capitalistes. La révolution française interdit et punit, par une loi de 1791, les associations d'ouvriers. Dans la pensée libérale classique, ces associations font renaître les corporations féodales éliminées par la révolution bourgeoise.

Les mots *syndicat* et *grève* sont d'un côté de la barricade ; les mots *liberté* et *démocratie* du côté opposé. Selon la définition donnée par l'idéologie bourgeoise de l'Etat libéral et démocratique parfait, chaque citoyen est sous la sauvegarde de la loi et du système électif. L'Etat étant le père commun à tous, toute association de défense d'intérêts économiques est inutile ; elle doit même être condamnée comme portant atteinte à la liberté individuelle illimitée, dont le contenu le plus important, pour les bourgeois, est la liberté de se vendre à l'exploiteur capitaliste aux conditions déterminées par le libre marché du travail.

La méthode du syndicat et l'arme de la grève ont cependant fait beaucoup de chemin au cours de l'époque du développement capitaliste, après ces premières résistances radicales.

Le mouvement révolutionnaire prolétarien les a toujours mises à juste titre au premier plan dans le développement de la lutte de classe, dans la mesure où elles constituent la voie maîtresse pour amener la classe ouvrière à la nécessité de la lutte unitaire contre le fondement même du régime capitaliste, c'est-à-dire à la lutte politique pour le

pouvoir ; à l'évidence, le gouvernement et l'Etat bourgeois qui admettent le syndicalisme ouvrier le font en obéissant à leurs intérêts de classe, et doivent être tout autant combattus et abattus que ceux qui l'interdisent.

Avant la guerre européenne, deux interprétations de la méthode syndicale prévalaient. Celle qui était alors considérée comme de gauche voulait limiter toute l'action de classe au seul domaine économique, et proclamait que l'action directe et la grève générale constituaient l'intégralité de la lutte révolutionnaire. L'action directe, c'est-à-dire l'affrontement sans intermédiaires entre le patron industriel et ses ouvriers, s'opposait à l'abus que faisaient les chefs ouvriers modérés et opportunistes du recours à la médiation des autorités, au patronage des hommes politiques et des députés auprès des préfets et des gouvernements bourgeois. Ces opportunistes avaient construit toute une pratique de syndicalisme réformiste qui se basait sur les parlementaires d'une part, les fonctionnaires syndicaux de l'autre, et qui excluait au même titre le parti politique et tout programme révolutionnaire. Ils tendaient à un compromis social et politique avec le régime capitaliste basé non plus sur la tolérance des syndicats, mais sur leur reconnaissance constitutionnelle et sur l'arbitrage obligatoire qui aurait réduit au minimum les contestations ouvertes entre ouvriers et employeurs, édifiant ainsi le mirage d'un Etat neutre entre les classes.

Les syndicalistes révolutionnaires avaient raison de ne pas placer le syndicat sous la protection de l'Etat, mais de l'orienter contre lui. Mais ils ne voyaient pas que l'action directe ne suffit pas pour détruire le pouvoir de l'Etat, qu'il faut un programme politique, un parti, la conquête et l'exercice révolutionnaire du pouvoir.

La méthode des syndicalistes réformistes (en Italie, Cabrini, Bonomi, Rigola, etc.) trouva en effet son prolongement dans la méthode fasciste. A regarder les hommes on croit voir une opposition qui en fait n'a pas existé ; de la même façon, c'est une fausse perspective que de mettre au premier plan la législation fasciste interdisant les grèves et les lock-out, puisque toute forme de révisionnisme socialiste évolutionniste et conciliateur tend vers une telle législation, y compris le national-communisme stalinien à usage interne et externe.

### AUJOURD'HUI

Au fur et à mesure que l'organisation ouvrière, selon la tendance aujourd'hui générale dans tous les pays, est plus empêtrée dans l'Etat, soit par la contrainte, soit par la subordination des chefs syndicaux aux partis bourgeois — ce qui est évidemment pire —, le problème du développement des luttes économiques et des grèves dans un sens révolutionnaire devient plus complexe et plus ardu.

Il ne suffit pas que ces luttes soient soutenues et défendues par des partis en opposition avec le parti au pouvoir, comme cela se produit dans la situation d'aujourd'hui en Italie. Ces luttes peuvent même atteindre une ampleur notable sans pour autant répondre à l'exigence d'organisation du prolétariat contre le principe et le régime capitalistes, et sans conduire non plus à une amélioration des conditions immédiates de travail.

Quand le parti qui conduit ces mouvements désigne comme objectif la défense de prétendues conquêtes démocratiques et cons-

titutionnelles dont la classe ouvrière aurait tiré avantage, quand il admet sans réserves la méthode de la négociation avec les intermédiaires du régime politique dominant, quand, loin d'exclure la participation au pouvoir en régime bourgeois, il en fait un des postulats de la lutte, les énergies de classe du prolétariat sont déviées au bénéfice exclusif de la collaboration de classe et de la conservation du régime capitaliste.

On parle aujourd'hui d'une nouvelle méthode de lutte ouvrière, la « non-collaboration ». La formule même ne saurait mieux poser en idéal — un idéal qui est hélas bien réel — l'objectif de collaboration entre patrons et ouvriers.

Nous ignorions totalement que dans les entreprises on collaborait. Cela, c'est ce qu'écrivaient les économistes faisant l'apologie du régime actuel. Dans les usines, il n'y a que les prolétaires qui travaillent, et les patrons exploitent leur travail. Dans notre ingénuité, c'est toujours ainsi que nous avons défini la situation. Et maintenant, voilà qu'on considère que le régime normal de l'usine est celui où les deux « facteurs de production » collaborent ensemble. Plus encore, on lutte pour défendre l'objectif capitaliste suprême, la « production ». On suspend la collaboration, et pour sa reprise on fixe aux masses ouvrières une série

d'objectifs des plus édifiants, qui culminent dans la collaboration politique et ministérielle au gouvernement des partis qui prétendent représenter ces masses en lutte.

L'action directe qui fait si peur au gouvernement de De Gasperi est bel et bien enterrée. Il ne s'agit plus de régler directement ses comptes avec le patron industriel, qui est généralement le premier intéressé à éviter la « liquidation » de son entreprise, mais de solliciter le gouvernement central par l'intermédiaire de délégations de représentants politiques chargés de lui présenter des propositions indéfinissables, dont le seul contenu réel consiste dans un compromis entre chefs ouvriers et chefs industriels, entre partis d'opposition et partis de gouvernement.

C'est précisément le problème que se posait le fascisme. Mais il se le posait d'une façon assurément bien plus cohérente puisqu'il défendait une économie autarcique et une politique impériale, même si cela dépassait ses forces réelles.

Aujourd'hui, on continue à jouer les mercenaires, mais notre personnel politique se divise en trois groupes : mercenaires déjà vendus à l'Occident, mercenaires déjà vendus à l'Orient, mercenaires n'ayant pas encore décidé à qui se vendre.

## LES DEUX PREMIERS VOLUMES DE LA "STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA"

Partant des origines du mouvement ouvrier international, le premier volume retrace et illustre d'une abondante documentation la genèse et la lutte d'un courant que les historiens appellent stupidement la « gauche italienne », mais qui se rattache en fait tout simplement à la ligne continue qui relie Marx, Engels de la lutte de Lénine et des bolchéviks pour la restauration du marxisme. S'affirmant dans les années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale, ce courant s'est forgé et préparé à des tâches révolutionnaires dans un long et tenace combat théorique et pratique, mené aussi bien contre l'opportunisme réformiste de la II<sup>e</sup> Internationale (droite social-chauvine et centre pacifiste) et « révolutionnaire en paroles » que contre les divers rejets « modernes » du vieil ennemi anarchiste. Pendant la première guerre mondiale, il a défendu exactement les mêmes positions que la Gauche de Zimmerwald (défaitiste révolutionnaire, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile), puis il s'est aligné sans réserves sur le front de l'Octobre rouge dans son appréciation de la révolution bolchevique et dans l'affirmation de ses enseignements mondiaux, tant sur le plan de la préparation que sur celui de la réalisation de la prise du pouvoir par la violence.

Le deuxième volume (dont les Ch. VIII et IX sont publiés en français dans les n° 58, 59, 60 de notre revue théorique internationale Programme Communiste) reprend l'histoire interrompue en 1919, pour évoquer les deux années « rouges » où le prolétariat international a fait trembler le monde bourgeois.

Notre courant s'est alors battu aux côtés des bolchéviks et dans une totale convergence avec eux dans les principes qui régissent tous les domaines d'action du parti, tout en revendiquant sur le plan tactique un durcissement,

dans le sens d'une plus grande rigueur dans l'application des acquis fondamentaux du bolchevisme, pour que se constitue sur des bases de granite l'Internationale communiste dont la Gauche dirigera pendant deux ans la section italienne, ce parti né à Livourne en 1921, et qu'elle avait été la seule, en Italie, à préparer et à vouloir de toutes ses forces. Annonçant les volumes suivants, il montre aussi comment le retard des conditions « subjectives » en Occident a condamné le parti bolchevique à une tragique solitude et comment le coup d'arrêt de la révolution mondiale à partir du milieu de 1920 devait rendre vain le gigantesque effort des bolchéviks pour encadrer sous leur direction puissante les forces imparfaites du mouvement communiste international.

Comme toujours lorsque nous nous tournons vers le passé, il s'agit pour nous non pas d'accuser, moins encore de nous glorifier de « grands hommes » vivants ou morts, mais de préparer, avec les leçons de la révolution et surtout de la contre-révolution, les forces d'un avenir moins décevant. Même l'« histoire » est pour nous une arme de lutte : elle est ce « pont sur le temps » qui seul peut transmettre aux générations prolétaires futures le fil qui leur permettra de ne pas perdre leur chemin et de transformer les défaites en victoires.

**STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra** (420 p., 30 F).

**STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale comunista** (740 p., 40 F).

Commandes au « Proletaire ».

## Ce sont bien des libéraux !

Le 20 février M. Marchais déclarait à la télévision : « Nous, les communistes, nous sommes pour que les écrivains et plus généralement tous les créateurs, à quelque discipline qu'ils appartiennent, disposent du droit absolu de publier leurs œuvres. Nous sommes résolument opposés à la censure. Autrement dit : avec les communistes demain au gouvernement, Soljénitsyne pourrait publier ses livres dès l'instant où tel ou tel éditeur en déciderait. » Et il revient aujourd'hui à la charge en affirmant (*Le Monde*, 30-9-1-10) : « La liberté de la presse serait totale si la Gauche était au pouvoir. »

Autrement dit : le PCF abjure toute idée de censure politique ouverte, et revendique la liberté du commerce, c'est-à-dire la domination de l'argent, dans le domaine des publications comme dans tous les autres ! Ce sont bien des libéraux qui usurpent le nom de communistes.

Car les communistes revendiquent la dictature du prolétariat, qui n'admettra ni « liberté de la presse », ni « liberté d'expression » pour toutes les idéologies, libertés qui reposent toutes sur la liberté du marché, mais exercera un contrôle étroit sur toutes les publications.

Loin d'opposer au monopole d'expression de l'idéologie bourgeoise (qu'il se réalise par la censure ou par le marché, en Russie ou en France), l'exigence hypocrite d'une « liberté démocratique d'expression », nous revendiquons ce monopole pour l'idéologie de classe du prolétariat !

### PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.  
● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

(suite de la page 1)

marché intérieur ; il n'y a pas de marché intérieur digne de ce nom sans une révolution des rapports de production dans les campagnes. Au Chili, ceux-ci subsistent, sous la surveillance vigilante de l'impérialisme, dans une décadence qui aggrave leur caractère improductif et retarde encore plus l'éruption des forces productives : aujourd'hui encore, l'agriculture chilienne est dans une large mesure une agriculture de simple subsistance, et ses produits n'atteignent pas le marché. Certes, les « momios » vivent aussi de l'usure, des transactions commerciales, de la spéculation sur les titres (étrangers, que diable : la patrie au fumier !). Et surtout, ils vivent sur l'impérialisme qui les protège tout en les étouffant : ils sont décadents mais « organisés » ; ils ont leurs gardes blanches, leurs bataillons dans l'armée (autre perle de l'historiographie idéaliste en ces jours de bêtise : « la seule armée rigoureusement constitutionnelle d'Amérique du Sud ». — Dieu seul sait comment et pourquoi elle a pu, du jour au lendemain, devenir « inconstitutionnelle » en passant de Prats à Pinochet !), leur artillerie de

## Aucune classe ne peut vaincre sans révolution violente...

marine « amie »... entretenue par les Etats-Unis. Tout cela ne modifie cependant pas la physiologie sociale de cette classe, mais accentue tout au plus son parasitisme.

C'est sous le pesant fardeau de cette arriération chronique dans les campagnes (que nous avons décrite dans le numéro 156 du *Proletaire*) et de son « gel » par l'impérialisme anglais puis américain, qu'avance cahin-caha la bourgeoisie industrielle, impatiente de se libérer de ce fardeau, mais partagée entre le désir de se débarrasser du boulet que représente le *latifundium-minifundium*, du poids des dettes envers l'étranger et de la rente minière, et le besoin d'avoir de solides appuis financiers américains, terrorisée par les forces qu'elle-même et l'évolution mondiale du capitalisme font apparaître et jettent sur l'arène politique et sociale : petits et très petits paysans assoiffés de terre, salariés de l'industrie, et, dans la mesure où ils existent, salariés agricoles écrasés sous la roue d'une accumulation primitive lente et d'autant plus pénible.

ses promesses » mais à forcer la mise. Dans la version chilienne, le prolétariat est dirigé par la contre-révolution social-démocrate et stalinienne et il est à la remorque du conglomérat populaire dont il partage les responsabilités au gouvernement. Il n'est pas autonome, mais dépendant ; non pas armé, mais soumis au seul pouvoir en armes, l'armée d'Etat ; non pas aiguillon, mais frein ; non pas décidé à « mettre en avant le problème de la propriété, que celle-ci ait atteint une forme plus ou moins développée (et au Chili le « moins » l'emporte sur le « plus ») comme le problème fondamental du mouvement », mais forcé à protéger les rapports de propriété « légitimes » ; non pas poussé à dépasser les limites de l'ordre constitutionnel en vigueur, mais obligé de les respecter. Déjà timorée, indécise, hésitante face au spectre entier des classes dominantes et de l'impérialisme, la démocratie « radicale » d'Allende ne trouve même pas à son extrême périphérie la force propulsive, insistante, constamment critique, courageusement armée du prolétariat — l'impérialisme américain et la contre-révolution sous le signe de Staline convergeant même pour empêcher la « modernisation des structures économiques et sociales » dans un sens pleinement bourgeois !

C'est dans le croisement entre un pacifisme intérieur désarmé et la sujétion à l'égard de puissantes forces de conservation sociale extérieures (deux démentis à la fois : il n'y a pas de voie pacifique ! pas de voie nationale !) que se trouve la clef du cycle radical-démocratique du « décollage capitaliste chilien », la clef d'un régime statistiquement populaire et même plébien, mais organiquement incapable de faire preuve d'une audace sans-culotte ; un régime qui écarte la violence avec pour seul résultat de subir la violence ; qui fuit les mesures despotiques pour capituler devant le despotisme ; qui en n'attaquant pas s'interdit même de se défendre ; qui vénère la loi et l'ordre et les retrouve devant lui sur la gueule des canons et des mitrailleuses ; qui ne prêche la paix que pour récolter la guerre. Comment un amalgame de ce genre peut-il plonger le bistouri dans le corps malade de l'économie et de la société chilienne ? La nouvelle réforme agraire fait avancer d'un pas celle de Frei, elle n'en modifie pas le cours : appliquée par « étapes », respectueuse des droits de propriété — du sol, ainsi que des machines et du bétail — elle laisse aux propriétaires fonciers le temps et les moyens, soit de s'y dérober, soit de la saboter en aggravant la crise d'approvisionnement des villes. Elle crée des coopératives agricoles, mais seulement d'inquinées (voir *Le Proletaire* n° 156), et laisse en marge les paysans pauvres et la grande masse des saisonniers sans terre. Faute de donner aux petits et très petits cultivateurs les moyens et les instruments matériels indispensables, elle ne freine ni l'exode catastrophique vers les villes, ni le déclin constant de la productivité. Née sous le signe de la loi, elle a grandi sous ses auspices et condamne non seulement en paroles mais dans les actes — c'est-à-dire par la répression policière — l'occupation « illégale », même sporadique, des terres. « Occuper la terre, répond Allende à un délégué qui a imprudemment insinué que seule la mobilisation des paysans est en mesure de paralyser le sabotage quotidien des propriétaires fonciers, c'est violer un droit », et il ajoute ces mots qui prennent aujourd'hui une résonance tragique : « Les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim » (cité par Labrousse, *L'expérience chilienne*).

Certes, l'Union populaire inter-

vient dans l'activité industrielle en accroissant le secteur mixte et nationalisé, en introduisant le contrôle du crédit, en rassemblant dans les mains de l'Etat les différentes branches destinées à concourir à la formation de l'industrie lourde, en confisquant enfin 49 % du capital minier laissé par Frei aux compagnies américaines Anaconda et Kennecott pendant la première phase, aussi pacifique et légaliste que la seconde, des nationalisations par décret-loi. Elle intervient et paie cher son intervention, non seulement parce qu'elle s'engage à rembourser la première moitié du capital investi dans les mines, et que les cours du cuivre s'effondrent sur le marché mondial, mais aussi parce qu'elle reconnaît la dette extérieure qui s'est accumulée et s'élève à quelque 3,8 milliards de dollars, et parce qu'elle refuse d'instituer le monopole du commerce extérieur. Servile envers la grande bourgeoisie industrielle, lâche vis-à-vis de la petite bourgeoisie commerçante et boutiquière, tremblant devant les sursauts « sauvages » de paysans sans terre et d'ouvriers faisant grève sur la... voie du socialisme, respectueux des engagements sacrés envers les créanciers impérialistes et les propriétaires fonciers absentéistes, mais fier d'avoir socialistes et communistes avec lui au gouvernement et d'avoir découvert une voie originale, sans victimes ni souffrances, non pas pour abattre mais pour transformer de l'intérieur l'ordre social bourgeois, tel est le régime d'Allende, le règne sans couronne de la démocratie petite-bourgeoise, le paradis des radicaux incapables de prendre les choses « à la racine ».

C'est une loi historique que l'on ne peut satisfaire ce kaléidoscope de classes et de sous-classes qu'on appelle le « peuple » sans mécontenter et enfin s'aliéner, l'une après l'autre

ou toutes ensemble, les composantes de cette mosaïque hétéroclite, y compris celles sur lesquelles on comptait pour avoir bâti sur elles son propre piédestal. Dans un processus historique dans lequel ou bien l'on gagne tout ou bien l'on perd tout, les demi-mesures se retournent contre leur auteur de telle façon que le résultat est pire que si on ne les avait pas prises. Les « mesures despotiques » qu'impose tout processus de bouleversement de structures archaïques ou désormais non viables ne sont pas le produit d'un choix : elles sont imposées par la nécessité, elle sont une loi vitale. Celui qui prêche la paix reçoit la guerre ; celui qui sème le désarmement politique et organisationnel des forces mêmes qui le soutiennent récolte la tempête des armes ennemies ; celui qui se prosterne devant la loi tombe sous le coup de la loi que d'autres se donnent ; celui qui invoque l'ordre meurt sous l'ouragan du « désordre » ; celui qui « prévient les excès » de ses partisans s'attire ceux de ses adversaires. Un gouvernement qui prétend faire œuvre révolutionnaire sans mettre hors-la-loi les partis incarnant le passé et le présent qu'il faut révolutionner prépare le terrain à sa propre destruction.

De la grève des transporteurs routiers à la défection de la démocratie chrétienne, de la sourde rancœur des paysans au mécontentement des commerçants, des virevoltes de l'armée « loyale » à la pression forte bien que cachée de l'impérialisme, du cancer de l'inflation à la paralysie de l'industrie et du commerce : tout s'est déchaîné contre l'Union Populaire parce que tout devait se déchaîner. Si, face à l'explosion sauvage de forces incontrôlables, aucune barrière ne s'est dressée, c'est parce qu'une telle barrière ne se dresse et ne se dressera jamais si elle n'est pas construite à l'avance, et parce que dans les grands tournants de l'histoire on se défend en attaquant ou bien on meurt.

## L'épilogue sanglant

Dans l'épilogue pourtant larmoyant de la « révolution démocratique » allemande de 1848-49, la petite bourgeoisie démocratique et radicale sauva au moins un lambeau de son pâle honneur en prenant les armes. Elle le fit mal et trop tard, sous la poussée rageuse des prolétaires — mais elle le fit.

La petite bourgeoisie démocratique et radicale chilienne ne l'a pas fait, ne pouvait pas le faire. Prisonnière du légalisme pacifiste congénital — à l'échelle mondiale — à sa classe, elle y a enfermé la seule force qui aurait pu la sauver dans l'immédiat (mais pour la déborder et l'écraser dans la dernière phase du cycle), le prolétariat. Elle n'est pas la seule responsable : la responsabilité incombe aussi en premier lieu aux forces mondiales de la contre-révolution qui s'appellent social-démocratie et stalinisme, et qui depuis plus de trente ans enserrant la classe ouvrière dans les lourdes chaînes du respect de la démocratie, de la légalité, du parlementarisme, du gradualisme réformiste, du pacifisme social. C'est à elles surtout qu'on doit la clôture dans le sang, à Santiago et à Valparaiso, de deux voies d'abord entremêlées, puis divergentes : celle d'une transformation bourgeoise « poussée jusqu'au bout » et donc ni pacifique ni légaliste, et celle de la renaissance armée d'un prolétariat se dressant — comme cela serait possible dans une situation internationale où ne peserait pas le désarmement politique et organisationnel de la seule classe vraiment révolutionnaire de la société moderne — pour proclamer la révolution en permanence dans les mêmes termes et dans le même esprit qu'en 1850. De ce fait, non seulement le Chili n'a pas eu de « socialisme » — qui n'a existé que dans les mythes de la démagogie « démocratico-progres-

siste », mais il n'a même pas eu un capitalisme conséquent.

Les propriétaires fonciers et les grands bourgeois se sont finalement retrouvés unis sous la protection d'une armée d'ignobles tueurs, derrière laquelle on peut voir sans difficulté l'ombre du gendarme international du capitalisme, les U.S.A. ; leur cannibalisme s'est jeté avec une violence sauvage sur les ouvriers pris au piège de « leurs usines », symboles matériels du bagne politique dans lequel l'opportunisme, ce serviteur fidèle des classes dominantes, les avaient emprisonnés. Ils étaient battus avant même d'être impitoyablement attaqués, battus par leur foi dans la voie pacifique, parlementaire, nationale, au socialisme. Une fois de plus, hélas, l'histoire crie une terrible leçon :

**Aucune classe ne peut vaincre sans révolution violente !**

**Aucune classe ne peut conserver le pouvoir sans dictature et terreur !**

Face au front mondial de la conservation bourgeoise avec sa suite de laquais, cela est vrai à plus forte raison pour la classe ouvrière qui n'a rien à perdre que ses chaînes ; cela est vrai dans les grandes aires du monde où sa révolution victorieuse doit encore porter à leur terme des tâches qui ne sont pas les siennes, cela est encore plus vrai là où elle est appelée à combattre et à vaincre seule.

Tel est l'avertissement qui monte de l'ignoble boucherie de Santiago !

## De Frei à Allende

Ce que les idéologues bourgeois appellent « le pouvoir », et qui pour nous n'est que le gouvernement, passe dans les années soixante aux mains de la « frêle » bourgeoisie industrielle rassemblée autour de la démocratie-chrétienne : vu à la lumière du processus dramatique des révolutions bourgeoises — que Marx et Engels n'ont pas « inventé » mais enregistré — ce passage aurait dû être violent : or il ne le fut pas, et prit au contraire un caractère pacifique, parlementaire, démocratique. L'« épopée » de la « formation de l'Etat national » avait eu son Bolivar : la farce de l'essor capitaliste industriel n'a eu ni un Cromwell, ni un Saint-Just ou un Robespierre, un Washington ou un Bismarck, ni même, pour rester dans le ton, un Mao ou un Castro. Ni potences, ni guillotines, ni canons pour accompagner la marche rien moins qu'héroïque de la bourgeoisie « progressiste ». Ses armes ne sont pas les « interventions despotiques » dont les bourgeois révolutionnaires laissent involontairement l'exemple en héritage aux prolétaires pour qu'ils les retournent contre elles, mais d'inoffensifs décrets parlementaires. Le vieil appareil d'Etat reste intact ; l'armée « sert » et se tait (le silence est d'or !) ; la réforme agraire de Frei prévoit l'expropriation contre indemnisation des terres peu productives à 80 ha pour les remettre aux paysans (en même temps que des terres domaniales, qui sont souvent en plus forte proportion) ; non seulement elle n'est réalisée que très partiellement (du reste, si même elle était entièrement réalisée, elle ne concernerait qu'un peu plus du cinquième du territoire agricole), mais alors qu'elle permet aux anciens propriétaires — qui, soit dit en passant, ont eu tout le temps d'écouler leur bétail — d'investir l'argent de l'indemnisation dans des entreprises commerciales ou industrielles plus rentables, elle ne réussit à fixer à la terre qu'une mince couche de cultivateurs n'ayant pas même un minimum d'outillage, et elle ne peut donc empêcher le taux d'urbanisation, déjà très élevé, de croître considérablement. L'endettement envers l'étranger, dû autant à l'approvisionnement alimentaire toujours plus déficitaire, qu'aux importations de biens d'équipement indispensables, s'accroît de façon vertigineuse. Enfin, la bourgeoisie industrielle « au pouvoir » n'ose même pas entreprendre la nationalisation des mines de cuivre (propriété des grandes compagnies américaines) qui, en théorie, devrait la soulager du fardeau et de la... honte que représente pour elle la rente minière lâchement subie. Il en

faut plus pour un « décollage » sérieux de l'industrialisation capitaliste !

Il faut donc « passer la main » rapidement : mais étant donnée la présence d'un prolétariat dont le poids est supérieur à celui du prolétariat allemand en 1850, et d'une petite paysannerie récalcitrante affamée de pain et de terre — deux classes qu'il s'agit d'utiliser pour une politique un peu moins circonspecte et timorée tout en contenant leurs explosions périodiques d'impatience — à qui donc peut-on passer la main sinon à un amalgame de radicaux petits-bourgeois, d'intellectuels « anti-impérialistes », de sociaux-démocrates, de national-communistes et autres franges plus ou moins « rebelles » ? Dans le schéma classique, la séparation de l'aile « démocratique progressiste » du corps de la bourgeoisie prend, du moins au début, des allures de rupture. Dans sa version chilienne, la passation des pouvoirs est non seulement indolore mais ultra-conformiste, bénie par le verdict des urnes et sanctionnée par la majesté souveraine de la loi : un président s'en va, un autre le remplace. Tout est déjà arrangé avant la « remise » des pouvoirs : de par le « statut des garanties » souscrit par la démocratie chrétienne et l'Union populaire, « nous (c'est-à-dire la grande bourgeoisie industrielle et la démocratie petite-bourgeoise) voulons un état de droit sans interférences d'autres organes de fait agissant au nom d'un prétendu pouvoir populaire (montrez vos mains : nous ne voulons pas même — sait-on jamais — le spectre des soviets)... Nous voulons que les forces armées et les carabiniers (les futurs héros du « putsch ») continuent à être une garantie de notre ordre démocratique, ce qui implique le respect des structures organiques et hiérarchiques de l'armée et de la police... pour protéger le régime de la propriété et le fonctionnement des moyens d'information » !

Il y a plus (et pire !) : dans le schéma classique consigné dans l'Adresse de Marx et Engels, c'est la classe ouvrière « armée et organisée de façon autonome », « alliée » incommode, jamais servante ni même amie conciliante, qui veille de l'extérieur sur le cours craintif de la démocratie radicale, en la poussant de l'avant, en la forçant à prendre des mesures toujours plus énergiques, en l'obligeant non seulement à « tenir

La seconde partie de l'article sur le Chili commencé dans le n° 156 du « Proletaire » a été intégrée dans le présent éditorial.

directeur-gérant  
F. GAMBINI  
Imprimerie « E.P. »  
222, r. de Charanton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les N.M.P.P.